



Grand Marché Transatlantique : quel impact sur le climat ?

En voulant accélérer encore plus les échanges entre les deux rives de l'Atlantique, les négociateurs du «TAFTA» aggravent les menaces que le réchauffement climatique fait peser sur les habitants de la planète !

1. Les émissions de gaz à effet de serre ont fortement augmenté entre 1990 et 2010 avec la croissance du PIB et de la population. Elles sont très différentes suivant les régions du monde ¹:
 - 1.1. environ 3 tonnes CO₂ par habitant les pays d'Afrique, Amérique latine et Asie (hors Japon),
 - 1.2. mais **13 tonnes CO₂ par habitant pour les pays de l'OCDE** (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande).
2. Entre 2001 et 2010, les émissions de CO₂ ont accéléré (+2,2%/an) sous l'effet de :
 - 2.1. **la croissance du PIB** liée à la mondialisation des échanges,
 - 2.2. **l'inversion de** la tendance historique à **la décarbonisation de l'énergie**.
3. Pendant la même période, alors que les pays engagés dans le Protocole de Kyoto ont réduit leurs émissions de 7%, la part de leurs émissions liées aux importations a augmenté de **+ 14%** !

A partir des rares informations disponibles, nous constatons que le projet d'accord de partenariat transatlantique :

- ignore les problèmes posés à la communauté mondiale par le changement climatique,
- a pour but déclaré d'accélérer l'augmentation du PIB des pays d'Amérique et d'Europe qui sont parmi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre,
- participerait au soutien à la consommation d'énergies fossiles et à la poursuite du gaspillage énergétique,
- freinerait les efforts engagés dans ces mêmes pays pour développer la sobriété énergétique et l'efficacité énergétique.

Les textes qui ont filtré jusqu'à présent de cette négociation ne prévoient pas de limites à la production d'énergies fossiles ni à leurs importations:

- Il n'existe encore aucun accord formel avec les Etats-Unis sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- les énergies fossiles continuent à être largement subventionnées par plusieurs grands pays de part et d'autre de l'Atlantique².

Tous les efforts pour stabiliser le climat resteront vains tant que, des deux cotés de l'Atlantique, les Etats n'auront pas reconnus leurs justes obligations.

Les négociateurs européens doivent mettre leurs travaux en accord avec les engagements pris par en Europe pour lutter contre le changement climatique. Le gouvernement français qui organise à Paris la prochaine Conférence mondiale sur le climat (COP 21) doit agir dans ce sens !

¹ - GIEC 5è rapport / ipcc_wg3_ar5_final-draft_postplenary_chapter5
- et Réseau Action Climat / Presentation de Franck Lecocq, CIREC, le 17 mai 2014

² The fossil fuel bailout: G20 subsidies for oil, gas and coal exploration - Overseas Development Institute, Londres - Rapport publié en novembre 2014